

Recherches sociographiques



Table ronde : La science sociale aujourd'hui

Kenneth McRoberts, Jean-Paul Bernard, Simon Langlois et Hubert Guindon

Volume 26, numéro 3, 1985

Situation de la recherche sur le « Canada français », 1962-1984 II

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056175ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056175ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

McRoberts, K., Bernard, J.-P., Langlois, S. & Guindon, H. (1985). Table ronde : La science sociale aujourd'hui. *Recherches sociographiques*, 26(3), 491-505.
<https://doi.org/10.7202/056175ar>

TABLE RONDE : LA SCIENCE SOCIALE AUJOURD'HUI

Kenneth MCROBERTS

Il est difficile, sinon impossible, de résumer d'une façon juste et cohérente le déroulement de ces trois derniers jours. On a assisté à de nombreuses conférences sur des champs d'études assez disparates. Et nos discussions ont abordé une multiplicité de thèmes. Mais, en fin de compte, à mon avis, une certaine idée ressort de la situation de la recherche en 1984.

D'après certains indicateurs quelque peu macro-économiques, les choses allaient très bien à peu près partout. Ces vingt dernières années ont été des années très productives. Je pense que nous avons constaté dans tous les champs de la recherche sur la société québécoise une croissance importante, sinon exponentielle, de la production. Le nombre de livres, d'articles et de thèses a monté en flèche. Bien entendu, le nombre de producteurs a également augmenté de façon spectaculaire. Et si l'on se reporte aux données citées par Gilles Paquet, les producteurs sont eux-mêmes devenus plus productifs avec les années. Les chiffres de Fernand Ouellet laissent entendre, dans le cas de l'histoire, un certain plafonnement de la production vers la fin des années soixante-dix, mais nous ne savons pas si le même phénomène s'est produit dans les autres disciplines.

Par contre, alors que presque tous les conférenciers constatent une production importante dans leur domaine, leurs jugements sur cette production varient de façon très marquée. Dans certains cas, ils ont carrément mis en question ces recherches.

Dans le domaine des études sur l'économie québécoise, un certain consensus s'est manifesté chez les participants à l'effet qu'au cours des années soixante et soixante-dix, un grand nombre des travaux des économistes ont tout simplement passé à côté du sujet. (Bien entendu, ce consensus aurait été bien plus précaire si les économistes avaient été présents en plus grand nombre dans notre salle.) La plupart des participants ont trouvé que l'étude empirique des institutions économiques, laquelle constitue la préoccupation principale de la

première génération d'économistes québécois, a en grande partie été abandonnée en faveur d'analyses abstraites qui se perdaient dans des modèles déductifs. On attribue ce phénomène à un changement important dans la formation des économistes québécois.

Du côté de la sociologie de la culture, certains participants ont également trouvé que la direction dominante de la recherche était trop éloignée de la réalité concrète de la société québécoise. Cet éloignement ne serait pas fonction des transformations dans la formation ou la méthodologie des chercheurs, comme c'est le cas en sciences économiques ; il serait plutôt le résultat d'une rigidité des procédures de recherche face à une réalité transformée par des changements technologiques. Les procédures de recherche traditionnelle, affirme-t-on, n'arrivent pas à bien cerner les nouveaux phénomènes culturels. On réclame une nouvelle méthodologie qui suive de près l'évolution de la culture populaire.

Par contre, dans d'autres domaines, on semble passablement satisfait des résultats des vingt dernières années. Il s'agirait maintenant d'explorer certaines questions ou pistes de recherche qui ont été négligées. Je pense au cas des études régionales. Un grand progrès a été fait dans la compréhension du développement historique de plusieurs sociétés régionales au Québec. Il importe, bien entendu, de mettre ces analyses dans des perspectives plus globales.

Dans le cas de l'histoire, on a vraiment l'impression qu'un progrès considérable a été réalisé au cours des vingt dernières années, grâce aux transformations du personnel historien et de l'historiographie. Un grand nombre de questions jadis ignorées ont été abordées. Même dans les domaines traditionnels de la recherche historique, la « modernisation » de l'historiographie a donné lieu à une plus grande reconnaissance de l'importance des forces sociales et culturelles et à une plus grande ouverture aux autres disciplines.

Pour la science politique, en dépit du fait que le bilan soit assez positif, les recherches en question abordent peu l'institution politique centrale, à savoir, l'État. Dans leurs études des partis politiques, les politicologues libéraux concentrent leurs énergies à étudier les tiers partis plutôt que les partis au pouvoir. Les marxistes s'intéressent aux classes sociales — en fait, à une seule classe, la bourgeoisie. Il en résulte des analyses de l'activité étatique qui sont plutôt instrumentalistes, malgré tous les efforts déployés par les théoriciens marxistes, en particulier en France, en vue de conceptualiser une autonomie relative de l'État.

On en arrive donc à un bilan assez contradictoire. Il y a constat presque universel d'un volume de production très important. Mais, par endroit, on met carrément en question la valeur et la pertinence de ces résultats. Ailleurs, on est plus satisfait, mais on constate que, malgré toute cette nouvelle activité, certaines questions centrales ont été largement ignorées.

Il y a cependant un élément commun dans tous ces bilans. C'est que le remède envisagé, explicitement ou implicitement, pour améliorer cette production n'est pas la recherche d'une plus grande abstraction théorique ou l'application plus fidèle des grandes théories globales. Dans les domaines où il y a contestation globale de la direction de la recherche, on favorise des approches plus empiriques et plus aptes à cerner le vécu réel des Québécois. Dans d'autres domaines, où il s'agit d'identifier des questions qui ont été largement ignorées, cette identification est recherchée d'une manière plutôt inductive. Aucun conférencier n'a osé tracer pour sa discipline un grand projet de recherche collectif.

L'idée sous-jacente à presque tous les bilans a été une appréciation des limites et des faiblesses de la science sociale contemporaine. Au Québec et ailleurs, on n'éprouve plus la même confiance dans le potentiel des sciences sociales. Effectivement, comme on l'a dit à plusieurs reprises ces derniers jours, on est passé par un éclatement des disciplines. Donc, dans plusieurs cas, ces trois derniers jours ont reproduit d'une façon assez fidèle les débats qui se livrent partout au sein de certaines disciplines de la science sociale. Dans la plupart des sociétés où on a pratiqué une science économique *mainstream*, d'inspiration américaine, on formulerait exactement la même critique que celle du professeur Paquet concernant les travaux des économistes québécois. Et j'imagine que, dans d'autres pays, on mènerait exactement le même débat à propos de la théorie et des méthodes pour comprendre la sociologie de la culture.

Il y a donc des différences frappantes entre la conjoncture où se déroulait le colloque de 1962 et celui de cette semaine. Non seulement la science sociale est en éclatement, mais la question nationale ne se pose pas de la même façon. Dans les années soixante, l'époque de la Révolution tranquille marquée par l'affirmation nationale, toute question était abordée avec optimisme. La science sociale a été au cœur de l'élaboration d'un projet collectif. Ce n'est plus le cas aujourd'hui.

Par contre, s'il y a un thème de 1962 qui fut partagé par les participants de ce colloque, c'est bien une volonté d'entreprendre des projets comparatifs. À combien de reprises n'a-t-on pas invoqué la nécessité de ces projets et a-t-on regretté le peu de progrès fait jusqu'à maintenant? En tant que personne de l'extérieur du Québec, j'ai toujours été intrigué par cette démarche. Peut-être qu'en l'absence actuelle de grands schémas pour orienter la recherche sur le Canada français, les études comparatives pourraient donner une certaine direction.

Hier matin, il y a eu un échange assez intéressant sur les intentions des projets de ce genre. Pour certains intervenants, ces études peuvent avoir une fonction réductionniste, à savoir, de montrer qu'il n'y a rien qui singularise le

Québec. Tous les processus qui ont été mis en évidence par les recherches sur le Québec au cours des vingt dernières années, qu'il s'agisse de la croissance de l'État, de la concentration du capital et de la montée du syndicalisme, ont été éprouvés par d'autres sociétés. Mais plutôt que de s'arrêter à ces constantes, une analyse comparative peut poser des questions plus subtiles: Y a-t-il eu quand même des variations dans ces processus généraux? Ont-ils eu les mêmes effets au Québec qu'ailleurs? Est-ce que les Québécois les ont éprouvés d'une façon particulière?

À mon avis, la problématique de l'analyse comparative doit se poser à ce niveau-là. Il faut donc choisir des unités d'analyse où les similitudes sont aussi nombreuses que les dissimilitudes. Il faut des unités qui sont effectivement « comparables ». En tant qu'universitaire torontois, je vois un grand potentiel dans les études Québec/Ontario. En fait, on dispose déjà d'un corpus assez important, si l'on en juge par les travaux d'histoire économique: Isbester, McCallum et d'autres sur l'agriculture; Dales et Raynauld sur la structure industrielle; Armstrong et Nelles sur l'industrie de l'hydro-électricité. Il y a lieu de mentionner également les articles majeurs de Caldwell et Czarnocki, et l'analyse remarquable de Marc Renaud en matière de politiques de la santé. Récemment, la *Revue d'études canadiennes* a encore fait paraître un numéro spécial sur l'État en Ontario et au Québec.

Effectivement, au cours de ce siècle, le Québec et l'Ontario sont passés par des processus semblables. La croissance de l'État provincial ne constitue pas un phénomène propre au Québec. La même croissance est observable dans toutes les autres provinces. Mais, par ailleurs, ce n'est qu'au Québec que ce processus a alimenté un mouvement nationaliste dont les résultats sont bien connus. Pour le moment du moins, la question nationale ne se pose pas avec la même intensité. Mais je serais étonné de ne pas voir surgir au Québec d'autres réactions aux processus de changement général, qui soient particulières, distinctes ou créatrices.

*Department of political science,
York University.*

Jean-Paul BERNARD

Mon intention, à partir des exposés, des échanges et des propos de table ou de corridor, c'est de dégager à vif un certain nombre de tendances et d'évoquer rapidement quelques problèmes. On verra que souvent j'emprunte carrément à certaines interventions.

À propos de l'objet d'étude *Canada français ou Québec*. Le colloque de 1962 s'est tenu sous le titre de « Situation de la recherche sur le Canada français ». Le second, celui de 1984, ont dit quelques-uns, aurait gagné à s'intituler « Situation

de la recherche sur le Québec ». L'insistance sur un groupe linguistique dont la majorité se retrouve au Québec serait remplacée par l'insistance sur un État et un territoire habité par cette majorité linguistique. Dans les deux cas, la perspective scientifique n'est-elle pas légitime et la perspective « politique » évidente ? De toute manière, ne s'agit-il pas d'un petit monde qui fait partie d'espaces plus vastes et qui est lui-même ensemble composite d'espaces dits régionaux ? Et, sur un autre plan, ne s'agit-il pas d'un ensemble social dont il faut souligner tout autant les divisions que l'unité ?

À propos de la conjoncture. Nous sommes ici parce que, avec d'autres, nous avons métier de connaître le Canada français ou le Québec. Et nous avons un peu l'impression que ça ne va pas trop bien, du moins pas aussi bien que nous l'aurions pensé ou voulu hier. Mais se pourrait-il que ce qui est en question soit autant la crise de nos interprétations sur la société, et de notre rôle, que la crise de la société elle-même ?

À propos de l'état et de la place de nos disciplines. Selon les points de référence, il y aurait des motifs de satisfaction, du côté de l'augmentation des effectifs et des produits ; ou des inquiétudes largement répandues face au caractère fragmenté, dispersé et disparate des travaux, et face à la définition de ce qui est à faire. Plus nombreux, sommes-nous véritablement plus présents, et la place, relative, de nos disciplines est-elle en progrès ?

À propos de la pratique des sciences sociales. On a dit que le clivage théorie/pratique empêchait de jeter un regard un peu utile sur le milieu. On a parlé de fossé de générations vis-à-vis les étudiants, de recherches hors de la vraie vie, d'inhibition méthodologique et d'attitudes nobiliaires. Comment faire les ajustements qui s'imposent, les nettoyages nécessaires, sans, comme l'a dit l'un de nous, jeter le bébé avec l'eau du bain ? Comment négocier le point de rencontre entre ce que nous avons véritablement à offrir et ce qu'on attend de nous ?

À propos des théories sur la société. Même si, de part et d'autre, on peut prendre ses distances par rapport aux points extrêmes qui servent de référence, les théories libérale et marxiste demeurent les oppositions fondamentales. Quel rapport de ces théories au fait qu'on reconnaît largement que ni le marché, ni la lutte des classes n'épuisent les questions de nations, de régions, de sexes et d'âges ?

*Département d'histoire,
Université du Québec à Montréal.*

Simon LANGLOIS

Il n'est pas opportun de dresser à pied levé une sorte de bilan des bilans de l'état de la recherche sociographique sur le Québec et le Canada français,

notamment parce qu'une telle entreprise présente un intérêt limité. Nous préférons plutôt formuler quelques remarques sur divers aspects qui recourent les diverses lectures proposées de la situation de la recherche sur la société globale québécoise. Une remarque préalable s'impose cependant. Le thème du colloque *Situation de la recherche sur le Canada français, 1962-1984*, s'il établit une continuité avec le premier colloque de *Recherches sociographiques* tenu en 1962, met assez curieusement de côté l'un des pôles — le Québec — de cette double référence à la société globale, dont ont parlé, parmi d'autres, Fernand Ouellet, Fernand Dumont et Fernand Harvey, et qui caractérise, selon eux, les travaux entrepris sur notre société. Le premier pôle de référence — le Canada français — déborde les frontières politiques du Québec, mais se limite au fait français, alors que l'étude du Québec, défini comme société globale ou formation sociale, oblige à tenir compte de l'ensemble des groupements qui composent cette dernière. Or, la majorité des communications traitent d'abord du Québec : d'où une sorte de porte-à-faux lorsqu'on compare le contenu des communications et le titre officiel du colloque. Peut-être faudrait-il revoir le titre même qui a été donné à ce colloque, au moins pour tenir compte de la double référence qui vient d'être évoquée ?

Les théories et les paradigmes. Au début des années soixante, la référence au passage du rural à l'urbain, de la société traditionnelle à la société moderne, était constante dans les recherches sociographiques sur le Québec. Plusieurs participants au colloque de 1962 ont amorcé la critique de ce paradigme et Gérard Fortin avait insisté notamment sur l'émergence d'une culture industrielle dans toutes les régions du Québec. Mais l'examen critique des paradigmes apparaissait alors seulement en filigrane dans les divers exposés, puisque l'accent était surtout mis sur le bilan des connaissances et sur les tâches et travaux à entreprendre. Il en fut autrement dans le colloque de 1984, où les débats sur les cadres théoriques et les paradigmes orientant les recherches ont été plus incisifs et les exposés, plus critiques. Les analyses ont opposé entre eux les grands courants théoriques, notamment les théories marxistes, libérales et fonctionnalistes. Or, il semble qu'on n'a pas assez accordé d'attention aux remises en question qui affectent les paradigmes de l'intérieur, ni aux larges débats et critiques internes qui les marquent. Il n'y a pas un marxisme au Québec, il n'y a pas un seul fonctionnalisme ni un seul individualisme méthodologique. Le cadre marxiste présentait, dans la sociographie québécoise, un cas exemplaire qui eût mérité un examen plus serré, tant sous l'angle de la critique épistémologique que sous celui de la sociologie de la science ; à souligner toutefois que le travail de Fernand Ouellet et celui d'André-J. Bélanger ouvrent des pistes attirantes pour cet examen. Par ailleurs, on n'a pas suffisamment insisté sur l'émergence d'une perspective d'analyse féministe dans la sociographie québécoise. Même si cette approche n'a pas encore inspiré une œuvre majeure, on peut en percevoir les contours dans un bon nombre d'articles et d'essais qui mériteraient plus d'attention.

Plus largement, plusieurs expressions sont venues maintes fois dans la bouche de divers intervenants pour caractériser l'état de la recherche sur le Québec : éclatement des perspectives, impasses théoriques, crises des paradigmes. Ce diagnostic est inutilement pessimiste ou négatif. Il est tout à fait courant et même normal que, dans une même communauté scientifique ou dans une même discipline, coexistent plusieurs paradigmes, plusieurs interprétations scientifiques. Feyerabend a bien montré que les théories scientifiques peuvent être *incommensurables*, tout en respectant les canons de la science et sans être réduites, en dernière analyse, à n'être que l'émanation des structures sociales. Ne peut-on pas considérer comme fructueuse « l'anarchie méthodologique et théorique » qu'il propose, qui commande d'évaluer les acquis de la science en fonction, non seulement des aspects épistémologiques, mais aussi en considérant les aspects historiques et sociaux ? Plus largement, l'analyse des programmes scientifiques québécois reste à faire et il faut souhaiter, pour les disciplines impliquées dans la sociographie du Québec, l'équivalent de l'*History of Economic Analysis* de J. Schumpeter.

Les méthodes. Se retrouvaient aussi en filigrane des communications et des discussions plusieurs références aux questions de méthodes, mais les bilans ne les ont pas abordées de front, sauf dans l'exposé de Gilles Paquet, qui a critiqué le formalisme de l'économétrie reléguant l'analyse économique des faits sociaux au second plan, au détriment des études de milieu. Deux traits nous semblent marquer le développement des méthodes et des techniques de recherches en sciences sociales, depuis vingt ans, au Québec. D'abord, l'avènement de techniques d'analyse sophistiquées mais surtout spécifiques aux sciences sociales, tant du côté qualitatif que quantitatif : mentionnons l'analyse sémiologique, l'analyse de discours (logiciel Déredec, etc.), les histoires de vie, l'analyse log-linéaire, l'analyse des relations linéaires structurelles (LISREL), etc. Ces techniques ont-elles contribué à renouveler les connaissances ? Y a-t-il des travaux sociographiques d'envergure qui ont été réalisés à l'aide des techniques les plus sophistiquées ? Ces questions n'ont pas été abordées directement dans les bilans de recherche. Un diagnostic provisoire donne à penser que la réponse à ces deux questions est plutôt négative, pour le moment du moins.

Par ailleurs, on peut observer, au cours des dernières années, d'intéressants points de convergences méthodologiques entre les disciplines en sciences sociales : des historiens s'intéressent à l'analyse de discours et à l'analyse quantitative de données statistiques ; sociologues et anthropologues partagent un commun intérêt pour les histoires de vie ; économistes et sociologues utilisent les mêmes techniques d'analyse de régression (logit, tobit, probit), etc. Cette commune utilisation des méthodes n'a cependant pas contribué à rapprocher les diverses disciplines des sciences sociales, qui paraissent éloignées plus que jamais les unes des autres.

Les objets d'analyse. Autant les participants au premier colloque de *Recherches sociographiques* ont été prolifiques en projets et propositions de recherche, autant les personnes qui ont présenté cette fois-ci des communications sur le même thème ont été discrètes sur ce point. On a bien relevé, ici ou là, quelques trous dans la sociographie du Québec : absence de grande monographie sur le Parti libéral, peu d'études sur les budgets nationaux ou sur les nouveaux modes de vie urbains, pas d'analyse des interrelations entre les régions ; mais on a évité de dresser des programmes de recherches à entreprendre. Il y a ici une différence majeure entre les deux colloques.

L'analyse comparative. Véritable *leitmotiv* dans les exposés au colloque de 1962, la promotion de l'analyse comparative a été plus effacée en 1984, sans doute parce qu'elle a été mise assez largement en pratique, puisque les bilans qui ont été proposés font souvent état de cette préoccupation des chercheurs pour la comparaison. Les travaux en ce sens se sont cependant limités à des domaines étroits, tels que la comparaison de la fiscalité ou de la fréquentation scolaire entre le Québec et l'Ontario. D'autre part, l'appartenance à la société québécoise a souvent été réduite à n'être qu'une variable parmi d'autres, comme dans les études sur les élites ou sur la mobilité sociale. Pourtant, dans ce dernier cas, il paraît difficile d'analyser les trajets socio-économiques des acteurs indépendamment du contexte macro-sociologique dans lequel ils prennent place, ce qui nécessiterait une analyse qui va bien au-delà de la prise en compte de la seule appartenance ethnique des individus. En fait, ce sont les comparaisons entre le Québec, considéré comme société globale, et d'autres sociétés (y compris d'autres régions du Canada) qui devraient être multipliées. De telles recherches devraient suivre le modèle mis de l'avant par Tocqueville : rappelons-nous ses analyses classiques du sous-développement de l'agriculture en France comparée à l'Angleterre, ou encore son explication de la prolifération des petites villes en France, toujours par opposition à l'Angleterre. Les recherches de Gary Caldwell et B. Dan Czarnocki sur le rattrapage et la modernisation du Québec confronté à l'Ontario s'inscrivent dans cette perspective ; elles illustrent bien l'intérêt de ces analyses comparatives entre sociétés globales et l'apport fructueux qu'elles représentent pour la sociographie du Québec.

La recherche appliquée en sciences sociales. Il faut souligner l'absence de référence un peu systématique à la recherche appliquée effectuée par les chercheurs en sciences sociales qui sont à l'emploi des appareils de l'État. Bien sûr, ces recherches se limitent fréquemment à l'inventaire ou à la description, minutieuse soit, mais le plus souvent assez restreinte, d'un domaine précis, quand elles ne sont pas carrément orientées vers l'application immédiate des résultats ou vers l'évaluation des programmes et des interventions de l'État. D'inégale qualité et d'inégale importance, on en conviendra facilement, elles sont cependant pertinentes pour la connaissance sociographique du Québec.

Citons quelques travaux récents à titre d'illustration : les recherches sur le salaire minimum au Ministère du travail, sur les communautés ethniques, au Ministère des communautés ethniques et culturelles, sur l'appauvrissement des petits salariés, au C.S.S.M.M., les études du Ministère de l'éducation auprès des étudiants et des diplômés, les recherches des différents conseils (Conseil de l'éducation, Conseil de la famille et des affaires sociales, etc.). La liste pourrait évidemment s'allonger. Établir un bilan de ces travaux disséminés dans un nombre élevé de centres de recherches et dont la diffusion est généralement fort limitée serait certes une tâche ardue. Un bref inventaire, même s'il n'était que descriptif, permettrait probablement, dans un premier temps, de découvrir un bon nombre d'études d'une grande pertinence. Tout au plus pouvons-nous ici inciter les chercheurs à leur accorder plus d'attention.

*Département de sociologie,
Université Laval.*

Hubert GUINDON

Lorsqu'on m'a demandé d'être commentateur des savants travaux de cette rétrospective de la recherche sur le Canada français depuis les vingt dernières années, j'ai cru que mon jour était enfin arrivé. J'avais pris le ferme propos de lire toutes les communications, un mois à l'avance, et de me présenter, à la surprise générale, avec un texte sérieux, tout préparé, sans humour aucun. La réalité fut tout autre. Aucun texte ne m'est parvenu. Une fois sur place, je ne trouve que deux textes photocopiés, que je n'ai pas eu le temps de lire convenablement. Moi qui m'imaginai ne pas être comme les autres, voilà que je découvre, vingt ans plus tard, que les autres sont pratiquement tous devenus comme moi !

L'entreprise s'avère une pure roulette russe, non pas que personne ne sache quels commentaires je pourrais faire, mais bien parce que, en pareilles circonstances, je ne prends connaissance moi-même de mes propres réflexions qu'après les avoir faites. Mais j'ai décidé de déjouer les attentes de tout le monde : j'ai écrit un texte et j'ai donc mesuré mes coups. J'ai donné libre cours aux idées malicieuses qui bourdonnent dans ma tête, certaines depuis deux jours et d'autres depuis vingt ans. Ce risque calculé n'est pas purement le mien ; il est aussi celui de *Recherches sociographiques*, qui se sentira peut-être obligée de publier un texte rempli de malices bienveillantes, ce qui n'est pas, j'ose croire, dans ses habitudes.

Tout ce qui s'est passé dans ce colloque aurait été impensable il y a vingt ans. Et, hier soir seulement, j'ai compris pourquoi. Pourquoi c'en est ainsi en 1984. Non seulement le thème, mais l'expression qu'on a utilisée dans toutes les

communications, pour résumer l'évolution des vingt dernières années, c'est le mot « éclatement ». Le monde des sciences sociales est éclaté. Mot bizarre. L'économique, la politique, la culture ont éclaté. De rire? Évidemment que non. En sanglots? Non plus, quoique on s'y sente davantage tenté. Éclaté en morceaux? Je pense que c'est ça. Tout s'est éclaté en morceaux.

J'ai alors compris que, pour commenter l'éclatement des sciences humaines, on fasse appel à moi, entre autres, c'est-à-dire au sociologue le plus, sinon le seul, désengagé de sa génération. Désengagé de la religion quand c'était problématique de le faire, sceptique devant la dénonciation du duplessisme, ambivalent devant les nouvelles classes moyennes et leur révolution tranquille, immunisé contre la tentation révolutionnaire, résolument indépendantiste maintenant que le Parti québécois ne l'est plus : une forme d'ascèse que peu d'autres ont pratiquée. Je ne peux m'empêcher de célébrer l'éclatement qui en attriste plusieurs.

Ceux qui se retrouvent ici, en 1984, s'y retrouvent effectivement à cause de l'éclatement. Si ce colloque s'était tenu en 1974, croyez-vous qu'il aurait rassemblé Gérard Bélanger et Jorge Niosi? Gilles Bourque et Fernand Dumont? Il ne s'agit évidemment pas de voir dans la célébration de l'éclatement un retour artificiel à une inexistante solidarité. Ce que l'éclatement a permis, ce n'est pas de se comprendre dans un discours commun, mais de se rencontrer. Parce qu'enfin, nous avons tous perdu nos Fois respectives, nos discours propres. À travers cette apostasie commune pointée à l'horizon le début de recherches plus modestes, moins « flyées », moins importantes, moins prétentieuses.

Quelle jouissance d'entendre Gilles Paquet, un économiste que je sais respecté — même s'il considère cette épithète comme le baiser de la mort — quelle jouissance de l'entendre déclarer sans ambages que l'économique, lors des vingt dernières années, s'est de moins en moins ancrée dans le réel ; qu'au début des années soixante, il fallait construire l'État planificateur et que, maintenant, il faut détruire l'État régulateur ; qu'en économie, on a fait l'exaltation du théoricien alors qu'en physique on méprise son incompétence pratique ; que l'économétrie ce n'est vraiment que l'application à toutes sauces d'une méthode qui s'apprend dans une demi-heure. Et nous qui avons cru les économètres de véritables génies ! Voilà, en somme, un aveu que l'économique est prête à se ranger humblement parmi les autres sciences sociales, vu qu'elle se reconnaît enfin aussi inexacte que les autres. Éclatement tardif, inattendu, mais bienvenu.

L'éclatement des sciences prétentieuses a eu l'effet imprévu de rehausser le panache de ce qui ne s'est jamais prétendu proprement scientifique en soi, mais seulement par alliance, c'est-à-dire l'historiographie et l'histoire. La célébration de l'historiographie n'est évidemment pas la cause mais clairement la conséquence de l'éclatement des autres sciences en perte de Foi. Et il ne faudrait

surtout pas sous-estimer le nombre d'alliances que l'histoire a contractées depuis les vingt dernières années. N'ayant plus de rêve, de projet, de paradigmes, de modèles théoriques résistants, on devra évidemment retomber sur et se contenter du récit. Même si ce commentaire semble narquois, c'est au contraire — et je suis sérieux — un progrès indéniable. Pour la première fois en vingt ans, je n'ai pas entendu de sermon sur la vraie méthode scientifique, sur l'importance du *hard data*, c'est-à-dire de la vraie réalité : celle qui se crée sans qu'on la voie, celle qui est objective parce qu'on a soigneusement éliminé tout contact entre le concepteur, le savant, et le cueilleur, l'étudiant ou la femme mariée travaillant à la pièce par l'intermédiaire de Bell Canada, et avec le répondant, qui est en effet strictement ce que le mot évoque. J'ai entendu parler plutôt qu'il est temps de faire du terrain, où l'on rencontre des documents si l'on est historien, des personnes, sur leur terrain et non le nôtre, si l'on est sociologue. Voilà qu'avec l'éclatement, finalement, la modeste description, si longtemps méprisée, peut se permettre de relever la tête. Ce qu'on demande au récit, c'est d'être fondé ; ce qu'on demande à la description, c'est d'être rigoureuse.

Le triomphe de la modestie ne doit pas toutefois nous amener à croire naïvement que la pure historiographie est nécessairement pure. L'imposant travail de Fernand Ouellet est là pour nous en prévenir. Celui-ci constate, en effet, que si l'historiographie s'est libérée du clergé, du cléricisme et de la vision providentialiste, elle n'a pas aussi bien réussi quand il s'est agi du nationalisme. L'éclatement de l'histoire qu'il célèbre, c'est sa fragmentation en sous-histoires ou en histoires spécialisées, dont le trait commun est d'être écrites par des praticiens de toutes autres disciplines. Ouellet accueille à bras ouverts la multiplication des histoires quasiment comme le miracle de la multiplication des pains et des poissons, c'est-à-dire par la croissance inespérée des effectifs. Ce qu'ils apportent de positif à l'histoire, c'est essentiellement le prestige scientifique, élixir dont, semble-t-il, l'historien avait vraiment soif. Prestige des conceptualisations, prestige des paradigmes, prestige des techniques quantitatives. Le passif du bilan c'est que, nonobstant la métamorphose des clercs en historiens diversifiés, l'œil averti ne peut s'empêcher de percevoir sous les nouveaux masques des reliquats de nationalisme. Devant la nécessité d'un choix, Ouellet a clairement opté pour le social plutôt que le national, mais on sent bien qu'au fond, il ne serait pas tellement malheureux s'il pouvait se débarrasser des deux.

Paquet a été assez malin quand il a présenté l'économique comme ayant un centre et une périphérie, se situant naturellement au centre et Sales, à la périphérie. Ce qui a forcé Niosi et Sales à se proclamer solidaires avec lui à 99%, c'est que, à l'encontre de ses confrères du centre et de façon tout à fait inattendue, Paquet a attaqué le centre plutôt que la périphérie. S'il continue ce discours trop longtemps et advenant une reprise économique prononcée, il pourrait bien se retrouver relégué par ses confrères à la périphérie !

L'économie-politique, dont le divorce a eu lieu non seulement avant la révolution tranquille mais même avant la deuxième guerre mondiale, s'est permis un flirt depuis vingt ans, en anglais et en français s'il vous plaît, sous la théorie de la dépendance. Rejetée par l'économique, boudée en politique, celle-ci a déménagé en sociologie où, comme toutes les autres, elle fut bien accueillie. Elle intègre à la fois l'historiographie et la géographie à une vision politique du sous-développement économique à l'échelle du monde comme à celle des régions. De concevoir le sous-développement des uns en relation avec le développement des autres est une idée foncièrement banale. Mais ce qui ne l'est pas, c'est que la sociologie, qui s'y connaît en banalités, n'y ait pas eu recours avant la fin des années soixante. Quand le pape a dénoncé d'une voix courroucée l'impérialisme monopoliste, à Calgary, non seulement s'excusait-il envers l'Amérique Centrale, mais il se montrait maître des bienséances en choisissant correctement et l'endroit pour le faire et la langue pour le dire...

Le grand schéma de la dépendance a éclaté comme tous les autres, mais les morceaux les plus valables qui en sont sortis logent en province. Massicotte nous fait une recension non prétentieuse des études récentes et modestes que les plus jeunes parmi nous ont faites. Refoulés en province, condamnés à y rester au moins pour quelque temps encore, ils ont eu la sagesse et la modestie de ne pas rire de ceux qu'ils côtoyaient mais de les étudier, et peut-être de les écouter. Ce leur fut d'autant plus facile que leur schéma conceptuel exonérait la population locale de tout blâme pour l'état lamentable dans lequel elle se retrouvait. Cette forme de séduction scientifique avait également l'heureux effet de ne pas forcer leurs maîtres à se déplacer en province pour venir étoffer leurs théories... C'est précisément cette modestie bienveillante qui nous a valu un certain renouveau incertain. Les têtes d'affiche de ma génération dans les sciences sociales, de Trudeau à Rioux, de Rocher à Dumont — et je m'y inclurais si je n'avais peur d'être couvert de ridicule — étaient tous maître de ce que j'appellerais le Passé Indéfini. Pas piquée des vers notre arrogance ! Avant nous, le désert : la grande noirceur s'échelonne de l'Institut canadien à *Cité libre*. Avant nous, c'était la tradition ; avec nous commence l'histoire (moderne). Arriérés, bien sûr que nous le sommes : c'est à cause des Jésuites et de Monseigneur Paquet (l'autre). Notre obstacle, c'est ni plus ni moins notre culture traditionnelle. C'était ça le message des années cinquante, qui faisait plaisir aux Anglais et pour lequel certains d'entre nous ont été fortement récompensés. Nous laissant le contrôle incontesté du Passé Indéfini, ces modestes chercheurs de province ont opté pour le passé défini. Ils ont misé sur des ensembles circonscrits et ont osé regarder de plus près cette tradition obscurantiste, pour voir s'il ne serait pas possible d'y déceler malgré tout de la vie, des signes précurseurs de ce que nous sommes devenus.

Je m'excuse de ne guère m'attarder sur les lectures politiques. Le seul éclatement que j'aie pu y déceler clairement est sémantique : j'ai découvert

qu'ils ne s'appellent plus politicologues mais « politologues ». Ont-ils reçu une injonction de la part de l'Office de la langue française ? ou ont-ils voulu polir leur image professionnelle, je ne sais trop. (André-J. Bélanger nous a carrément avoué qu'il se sent plus à l'aise en sociologie et en philosophie politiques qu'en science politique.) Toujours est-il que politologue sent moins la politicaille que politicologue et, si mon interprétation est raisonnable, je suis forcé de constater que Trudeau est entré en politique en politologue pour en sortir en politicologue.

La discussion qui a suivi les exposés, fort valables, de la rétrospective des sciences politiques m'a clairement déçu, vous le savez, car vous avez entendu mon rouspétage diffus. J'ai eu le temps d'y réfléchir depuis et j'ai le plaisir de vous annoncer que, ce matin, je sais ce que je voulais dire hier — ce qui est une fâcheuse habitude chez moi. Ce qui m'a choqué, c'est qu'on n'a posé la question ni aux historiens, ni aux économistes, ni aux sociologues de tout acabit. Quelle question ? celle des « incitations » à faire des travaux. Ce schéma behavioriste postulant qu'on ne répond jamais à autre chose qu'aux incitations monétaires me choque profondément, quand je sais pertinemment qu'on répond de façon courante, pour ne pas dire constante, aux incitations sexuelles sur notre passage, plus pures celles-là parce qu'elles ne proviennent pas de l'État ou de l'Entreprise privée. Ce qui m'a déçu des politologues, à cause j'ose croire de leur politesse, c'est qu'ils ont semblé comblés plutôt qu'insultés par la question.

Vous me pardonnerez si je passe de la politique à la culture par cette voie clairement plutôt de bas étage. Si j'en suis un peu gêné, je me sens libre malgré tout de le faire, puisque j'ai constaté, avec une certaine surprise, que messieurs Dumont et Harvey ont terminé leur exposé par une allusion plus embarrassée qu'embarrassante à la pornographie et à l'homosexualité, qu'ils ont par ailleurs négligé de distinguer. Mais avant de les prendre à partie, permettez-moi de me ranger clairement et fermement de leur côté, si je suis forcé de choisir entre eux et l'histoire antinationale, entre eux et l'économie qui refuse d'être située ou qui, mieux dit, voudrait se situer ailleurs qu'ici. Peuple sans gloire, peuple sans histoire : il ne nous manque, pour parachever notre libération, que de devenir un peuple sans culture ! La déculturation de l'individu ne le libère pas, elle le prive de sa condition humaine. Hannah Arendt, sur ce sujet, est notre maître à penser.

Ceci dit, je me hâte quand même de me distancier de la perspective de Dumont et Harvey, qui implique que, pour préserver la culture, il faille l'étudier. Ils ne semblent pas se rendre compte que le décalage entre le déroulement de la vie culturelle et les monographies, dont la mission est de la photographier, a nécessairement comme conséquence qu'on croque le passé même quand on vise le présent. Le texte qui m'a le plus excité, et auquel je donnerais la palme si j'en avais le mandat, est celui de monsieur Desaulniers,

pour un essai qui, à mon avis, célèbre le présent. Qui le célèbre et qui plaide pour des techniques qui nous permettent de le saisir le plus vite possible quand il a lieu. Qui célèbre finalement une jeunesse, non pas inactive, non pas une jeunesse qui refuse le passé mais qui veut le métamorphoser : pour moi, c'est bien clair que les jeunes sont bien plus disponibles à m'écouter maintenant que je suis vieillard que je ne l'ai jamais été, à leur âge, d'écouter les vieillards de mon époque. Mêlés comme ils le sont, et pas plus que je l'ai été et que je le suis encore, les jeunes ont expérimenté les formes alternatives, non pas par choix et par noblesse mais par nécessité de la crise économique. Ils parlent de ce qui se passe. Ils ne cachent pas ce qu'ils font. Ils tolèrent ceux qui sont autres. Autant de vertu que n'avaient ni les curés ni la génération qui a été la mienne. Ils créent les nouvelles valeurs, tout entremêlées ; ils se métamorphosent. Cette idée de la métamorphose, qui est peut-être nouvelle pour monsieur Desaulniers, mais qui est essentielle et qui a été travaillée par Goffman et les autres, c'est celle de la présentation de soi. Le soi, c'est une construction sociale qui a besoin d'être renforcée socialement et d'une façon assez précise pour pouvoir se maintenir, non seulement aux yeux des autres mais dans sa propre conception de soi. Cette modernité, finalement, tout individualiste qu'elle veuille être, fonde l'individu dans les rôles sociaux. Modernité tragique, mais à la fois libératrice des oppressions de la tradition, qui inclut celles de la « tradition tranquille ». Issue d'une famille problématique, d'un univers précaire, ne sachant pas terminer ses études ni conserver ses parents, cette nouvelle génération est beaucoup plus attentive qu'on ne l'a été. Et quand il a demandé que la sociologie trouve des moyens de saisir ces mutations, on l'a remis à l'ordre. Pas dans les commentaires de Fernand Dumont mais dans les commentaires des autres. La plupart des commentateurs ont dit : « Jeune homme, c'est amusant ce que tu fais mais c'est pas bien sérieux. » C'est du moins de cette façon que j'ai compris les commentaires. Moi, au contraire, je trouve que c'est très sérieux, car c'est dans ces métamorphoses qu'émergent de nouvelles formes morales, que se forge la culture de demain. De tous les textes du colloque, seul celui de Desaulniers est prêt à miser sur l'avenir plutôt que de le craindre.

En guise de conclusion, ce qui ressort de ce colloque dans toutes les disciplines, c'est le sentiment de la fin d'une époque. C'est la fin de la témérité des sciences sociales. C'est l'effondrement de la croyance naïve au rêve comtien de la société construite et gérée scientifiquement. C'est l'effondrement des rêves dont les formes surprennent. En effet, ce qu'on appelait « praxis », sociologie engagée, etc., n'était, au fond, que la poursuite d'un rêve qu'on croyait prochain et facilement atteignable, qu'il s'agisse de la révolution socialiste ou de l'indépendance nationale. C'est également l'effondrement des grandes théories et des grandes méthodologies, des modèles scientifiques, des « grands paradigmes ». C'est l'effondrement de la prétention. La perte des illusions, c'est

également la connaissance des limites des sciences sociales. Il est peut-être pénible mais au fond rassurant de savoir que la carrière des sociétés comme celles des individus ne se dessine clairement qu'à la fin de leur déroulement. L'époque des utopies, après celle de la tradition, est terminée. Une autre page des sciences sociales s'amorce : plus modeste dans ses prétentions, plus humble dans ses ambitions, plus attentive au quotidien, respectueuse de la description minutieuse, méfiante de l'analyse prétentieuse ; il n'y a donc pas lieu de se désoler. Les sciences sociales sont devenues adultes : elles savent maintenant ce qu'elles ne peuvent pas faire.

*Département de sociologie,
Université Concordia.*